

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 2417

[C — 27623]

17 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission des Déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment l'article 33;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 juillet 1996;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juillet 1996;
Vu l'avis de la Commission des Déchets;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° Ministre : le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

2° Commission : la commission consultative en matière de déchets visée à l'article 33 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 2. La commission est composée de trente-huit membres effectifs et de trente-huit membres suppléants, ou, si le président ou le vice-président sont choisis en dehors des personnes visées à l'alinéa 2, d'un ou deux membres supplémentaires.

La commission comprend :

- 1° un représentant du secteur industriel en général;
- 2° un représentant de chacun des secteurs de la chimie, des cimenteries, de l'électricité, des fabrications métallurgiques, de la construction et de la sidérurgie;
- 3° un représentant de l'industrie de la récupération;
- 4° un représentant de l'industrie de l'emballage;
- 5° un représentant de l'industrie du traitement des déchets;
- 6° un représentant des classes moyennes;
- 7° quatre représentants d'associations de communes qui assurent l'élimination des déchets ménagers;
- 8° deux représentants d'associations d'agriculteurs, d'horticulteurs et d'éleveurs;
- 9° deux représentants d'associations de protection des consommateurs;
- 10° quatre représentants d'associations de protection de l'environnement;
- 11° un représentant d'organismes chargés de la production et de la distribution d'eau;
- 12° deux représentants d'organisations représentant les travailleurs;
- 13° deux représentants d'associations professionnelles représentant les collecteurs de déchets et les exploitants de centres d'enfouissement technique;
- 14° un représentant d'associations représentant les entreprises d'économie sociale actives dans le domaine des déchets;
- 15° un représentant d'associations défendant les intérêts des communes;
- 16° un représentant de la société publique visée à l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- 17° un représentant de l'Institut scientifique de Service public en Région wallonne, créé par le décret du Conseil régional wallon du 7 juin 1990;
- 18° un représentant du laboratoire de référence visé à l'article 40 du décret précité du 27 juin 1996;
- 19° le Directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou son délégué;
- 20° le Directeur général de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi ou son délégué;
- 21° le Directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement ou son délégué;
- 22° le Secrétaire général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports ou son délégué;
- 23° l'Inspecteur général de l'Office wallon des Déchets ou son délégué.

Art. 3. Les membres de la commission sont désignés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans.

Le mandat des membres de la commission prendra cours le jour de la notification de l'arrêté portant leur nomination. Il est renouvelable.

Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne un suppléant qui participe aux travaux de la commission en l'absence du membre effectif.

Le mandat des membres de la commission prendra fin par la perte de la qualité en raison de laquelle ils ont été nommés.

Lorsque le mandat d'un membre effectif prend fin avant son terme, le suppléant de ce membre devient effectif pour la période du mandat restant à courir. Toutefois, le Gouvernement peut nommer un nouveau membre effectif pour achever le mandat en cours.

Lorsque le mandat d'un membre suppléant prend fin avant son terme, le Gouvernement nomme un nouveau membre suppléant.

Art. 4. Chacun des organismes ou associations sollicités par le Ministre pour représenter les secteurs ou instances visés à l'article 2, alinéa 2, 1° à 18° présente au Ministre une liste double de candidats effectifs et de candidats suppléants par mandat conféré.

Pour le renouvellement des mandats, les candidatures sont présentées trois mois au moins avant l'expiration du délai de cinq ans visé à l'article 3.

Art. 5. Le Gouvernement désigne le président et le vice-président de la commission sur la proposition du Ministre. Les fonctions de président et de vice-président sont attribuées à des personnes dont la compétence en matière d'environnement ou de gestion des déchets est reconnue.

En cas de démission ou de décès du président, le vice-président assume la présidence jusqu'à la désignation d'un nouveau président.

Art. 6. Sauf octroi d'un délai plus large par le Ministre, la commission rend son avis dans un délai de trente jours à dater de sa saisine par le Ministre.

Art. 7. La commission ne délibère valablement qu'en présence de la moitié de ses membres au moins.

Si cette condition n'est pas remplie, la commission est convoquée à nouveau avec le même ordre du jour et décide valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsqu'un quart au moins des membres présents s'oppose à l'avis émis par la majorité, l'avis peut être complété par une mention relatant l'opinion divergente.

Art. 8. La commission est convoquée par le président ou en son absence par le vice-président, ou par le Ministre.

Un représentant du Ministre peut assister aux travaux de la commission sans prendre part au vote.

Art. 9. Le Ministre ou le président peut convier des personnes ayant des compétences particulières à participer aux travaux de la commission.

Celles-ci ne prennent pas part au vote.

Art. 10. Le secrétariat de la commission est assuré par le personnel du Conseil économique et social, conformément à l'article 4, § 3 du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Art. 11. La commission arrête son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre.

Ce règlement précise en tout cas :

1° les modalités de convocation des membres, d'établissement de l'ordre du jour, d'établissement et d'approbation des procès-verbaux, avis et autres documents établis au nom de la commission;

2° les règles de participation aux séances ainsi que le règlement des conflits d'intérêts;

3° les délégations de signature;

4° le fonctionnement du secrétariat.

Art. 12. Les mandats sont gratuits.

Toutefois, les membres de la commission ont droit au remboursement de frais de parcours et de frais de séjour calculés selon les règles relatives aux indemnités pour les fonctionnaires.

Ils sont assimilés, à cette fin, à des agents de rang 15.

Art. 13. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 octobre 1985 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission des Déchets, modifié par les arrêtés des 6 mars 1986, 17 juillet 1986, 29 juin 1989 et 4 octobre 1990, est abrogé à dater du jour où la commission sera constituée conformément au présent arrêté.

Art. 14. L'examen des dossiers soumis à la commission avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est poursuivi par la commission nouvellement constituée conformément au présent arrêté.

Art. 15. Le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 octobre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 — 2417

[C — 27623]

17. OKTOBER 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der "Commission des Déchets" (Abfallkommission)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 33;

Aufgrund des am 16. Juli 1996 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 23. Juli 1996 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens der "Commission des Déchets";

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° Minister: den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

2° Kommission: die in Artikel 33 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnte beratende Kommission in Sachen Abfälle.

Art. 2 - Die Kommission besteht aus achtunddreißig effektiven Mitgliedern und aus achtunddreißig stellvertretenden Mitgliedern oder, wenn der Vorsitzende oder der stellvertretende Vorsitzende außerhalb der in Absatz 2 erwähnten Personen gewählt werden, aus einem oder zwei zusätzlichen Mitgliedern.

Die Kommission umfaßt:

- 1° einen Vertreter des Industriesektors im allgemeinen;
- 2° einen Vertreter jedes der Sektoren der Chemie, der Zementindustrie, der Elektrizität, der Metallindustrie, des Bauwesens und der Eisen- und Stahlindustrie;
- 3° einen Vertreter der Rückgewinnungsindustrie;
- 4° einen Vertreter der Verpackungsindustrie;
- 5° einen Vertreter der Abfallbehandlungsindustrie;
- 6° einen Vertreter des Mittelstands;
- 7° vier Vertreter von Gemeindevereinigungen, die die Beseitigung des Hausmülls wahrnehmen;
- 8° zwei Vertreter von Vereinigungen von Landwirten, Gärtnern und Viehzüchtern;
- 9° zwei Vertreter von Verbraucherschutzvereinigungen;
- 10° vier Vertreter von Umweltschutzvereinigungen;
- 11° einen Vertreter von mit der Wassergewinnung und -versorgung beauftragten Einrichtungen;
- 12° zwei Vertreter der Arbeitnehmerorganisationen;
- 13° zwei Vertreter von Berufsvereinigungen, die die Abfallsammler und der Betreiber von technischen Vergräbungscentren vertreten;
- 14° einen Vertreter von Vereinigungen, die die Sozialwirtschaftsunternehmen, die im Bereich der Abfälle tätig sind, vertreten;
- 15° einen Vertreter von Vereinigungen, die die Interessen der Gemeinden verteidigen;
- 16° einen Vertreter der in Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten öffentlichen Gesellschaft;
- 17° einen Vertreter des durch das Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 7. Juni 1990 errichteten "Institut scientifique de Service public en Région wallonne" (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes);
- 18° einen Vertreter des in Artikel 40 des vorgenannten Dekrets vom 27. Juni 1996 erwähnten Bezugslabors;
- 19° den Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seinen Delegierten;
- 20° den Generaldirektor der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung oder seinen Delegierten;
- 21° den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens oder seinen Delegierten;
- 22° den Generalsekretärs des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen oder seinen Delegierten;
- 23° den Generalinspektor des "Office wallon des Déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) oder seinen Delegierten.

Art. 3 - Die Mitglieder der Kommission werden für eine Dauer von fünf Jahren durch die Regierung bezeichnet.

Das Mandat der Mitglieder der Kommission läuft ab dem Tage der Bekanntgabe des Erlasses, durch den sie ernannt werden. Es kann erneuert werden.

Für jedes effektive Mitglied bezeichnet die Regierung ein stellvertretendes Mitglied, das an den Arbeiten der Kommission teilnimmt, wenn das effektive Mitglied abwesend ist.

Das Mandat der Mitglieder der Kommission geht zu Ende, wenn sie die Eigenschaft verlieren, aufgrund deren sie ernannt worden sind.

Wenn das Mandat eines effektiven Mitglieds vor seinem Ablauf frei wird, wird der Stellvertreter dieses Mitglieds zu einem effektiven Mitglied für das noch laufende Mandat. Die Regierung ist jedoch berechtigt, ein neues effektives Mitglied zu ernennen, um das laufende Mandat zu beenden.

Wenn das Mandat eines stellvertretenden Mitglieds vor seinem Ablauf zu Ende geht, ernannt die Regierung ein neues stellvertretendes Mitglied.

Art. 4 - Jede der Einrichtungen oder Vereinigungen, die vom Minister dazu aufgefordert werden, die in Artikel 2 Absatz 2 1° bis 18° erwähnten Sektoren oder Instanzen zu vertreten, legt dem Minister eine doppelte Liste der effektiven und stellvertretenden Mitglieder pro erteiltes Mandat vor.

Für die Erneuerung der Mandate werden die Bewerbungen mindestens drei Monate vor dem Ablauf der in Artikel 3 erwähnten fünfjährigen Frist eingereicht.

Art. 5 - Die Regierung bezeichnet auf Vorschlag des Ministers den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden der Kommission. Die Mandate des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden werden Personen anvertraut, deren Sachkenntnis im Bereich der Umwelt oder der Abfallwirtschaft allgemein anerkannt ist.

Wenn der Vorsitzende rückt oder stirbt, führt der stellvertretende Vorsitzende den Vorsitz bis zur Bezeichnung eines neuen Vorsitzenden.

Art. 6 - Außer wenn der Minister eine längere Frist gewährt, gibt die Kommission ihr Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der Anrufung durch den Minister ab.

Art. 7 - Die Kommission ist nur dann beschlußfähig, wenn mindestens die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend sind.

Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, wird die Kommission wieder mit derselben Tagesordnung einberufen. Sie ist dann beschlußfähig, was die Anzahl der anwesenden Mitglieder auch sein mag.

Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefaßt. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Wenn mindestens ein Viertel der anwesenden Mitglieder sich gegen das durch die Mehrheit abgegebene Gutachten stellen, kann das Gutachten durch einen Vermerk, der die auseinandergehende Meinung angibt, ergänzt werden.

Art. 8 - Die Kommission wird vom Vorsitzenden, oder wenn dieser abwesend ist, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder vom Minister einberufen.

Ein Vertreter des Ministers ist berechtigt, bei den Arbeiten der Kommission anwesend zu sein, ohne an der Abstimmung teilzunehmen.

Art. 9 - Der Minister oder der Vorsitzende ist berechtigt, Personen mit besonderen Fachkenntnissen einzuladen, um den Arbeiten der Kommission beizuwohnen.

Diese nehmen nicht an der Abstimmung teil.

Art. 10 - Das Sekretariat der Kommission wird vom Personal des "Conseil économique et social" (Wirtschafts- und Sozialrat) geführt, gemäß Artikel 4 § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den "Conseil économique régional pour la Wallonie" (regionalen Wirtschaftsrat für die Wallonie) betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines "Conseil économique et social de la Région wallonne".

Art. 11 - Die Kommission legt ihre allgemeine Dienstordnung fest, die dem Minister zur Zustimmung vorgelegt wird.

Diese Dienstordnung gibt auf jeden Fall das Folgende genau an:

1° die Verfahren zur Einberufung der Mitglieder, zur Festlegung der Tagesordnung, zur Anfertigung und Genehmigung der Protokolle, Gutachten und anderer im Namen der Kommission aufgestellter Dokumente;

2° die Regeln über die Teilnahme an den Sitzungen sowie die Beilegung von Interessenkonflikten;

3° die Übertragung der Zeichnungsberechtigungen;

4° die Arbeitsweise des Sekretariats.

Art. 12 - Die Mandate werden unentgeltlich ausgeübt.

Die Mitglieder der Kommission haben jedoch Anspruch auf die Rückerstattung der Fahrt- und Aufenthaltskosten, die nach den Regeln über die Vergütungen zugunsten der Beamten berechnet werden.

Zu diesem Zweck werden sie Bediensteten der Rangklasse 15 gleichgestellt.

Art. 13 - Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Oktober 1985 über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der "Commission des Déchets", abgeändert durch die Erlasse vom 6. März 1986, vom 17. Juli 1986, vom 29. Juni 1989 und vom 4. Oktober 1990, wird ab dem Tag, an dem die Kommission gemäß dem vorliegenden Erlaß errichtet wird, aufgehoben.

Art. 14 - Die Überprüfung der Akten, die der Kommission vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses vorgelegt worden sind, wird durch die neu gemäß dem vorliegenden Erlaß errichtete Kommission weitergeführt.

Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Oktober 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 — 2417

[C - 27623]

17 OKTOBER 1996. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de samenstelling en de werking van de Afvalstoffencommissie

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 33;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 juli 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 juli 1996;

Gelet op het advies van de Afvalstoffencommissie;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister van Leefmilieu.

2° Commissie : de adviescommissie voor afvalstoffen bedoeld in artikel 33 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

Art. 2. De commissie is samengesteld uit achtendertig gewone en uit achtendertig plaatsvervangende leden. Ze wordt aangevuld met één of twee bijkomende leden, als de voorzitter of de ondervoorzitter niet onder de in het tweede lid bedoelde personen gekozen wordt.

De commissie bestaat uit :

1° één vertegenwoordiger van de industriële sector in het algemeen;

2° één vertegenwoordiger van de sectoren chemie, cementfabrieken, elektriciteit, metaalnijverheid, bouw en staalindustrie;

3° één vertegenwoordiger van de terugwinningsindustrie;

4° één vertegenwoordiger van de verpakkingsindustrie;

5° één vertegenwoordiger van de afvalbehandelingsindustrie;

6° één vertegenwoordiger van de middenstand;

7° vier vertegenwoordigers van verenigingen van gemeenten die voor de verwijdering van huishoudelijke afvalstoffen zorgen;

8° twee vertegenwoordigers van de verenigingen van landbouwers, tuinders en telers;

9° twee vertegenwoordigers van verenigingen voor consumentenbescherming;

10° vier vertegenwoordigers van verenigingen voor milieubescherming;

11° één vertegenwoordiger van instellingen belast met waterproductie en -voorziening;

12° twee vertegenwoordigers van werknemersorganisaties;

13° twee vertegenwoordigers van vakverenigingen die de afvalophalers en de exploitanten van centra voor technische ingraving vertegenwoordigen;

14° één vertegenwoordiger van verenigingen van ondernemingen voor sociale economie die actief zijn op het gebied van afvalstoffen;

15° één vertegenwoordiger van verenigingen die de belangen van de gemeenten verdedigen;

16° één vertegenwoordiger van de openbare maatschappij bedoeld in artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

17° één vertegenwoordiger van het "Institut scientifique de Service public en Région wallonne" (Waals Openbaar Wetenschappelijk Instituut), gesticht bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 juni 1990;

18° één vertegenwoordiger van het referentielaboratorium bedoeld in artikel 40 van voormeld decreet van 27 juni 1996;

19° de Directeur-generaal van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde;

20° de Directeur-generaal van de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling of zijn afgevaardigde;

21° de Directeur-generaal van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting of zijn afgevaardigde;

22° de Secretaris-generaal van het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer of zijn afgevaardigde;

23° de Inspecteur-generaal van de "Office wallon des Déchets" (Waalse Afvaldienst) of zijn afgevaardigde.

Art. 3. De Regering benoemt de leden van de commissie voor een periode van vijf jaar.

Het mandaat van de leden loopt vanaf de dag waarop hun benoemingsbesluit bekendgemaakt wordt. Het mandaat is hernieuwbaar.

Voor elk gewoon lid wijst de Regering een plaatsvervangend lid aan, dat bij afwezigheid van het gewoon lid aan de werken van de commissie deelneemt.

Het mandaat van de leden van de commissie eindigt wanneer ze niet meer beschikken over de hoedanigheid waarin zij benoemd werden.

Als het mandaat van een gewoon lid vroegtijdig eindigt, wordt zijn plaatsvervanger gewoon lid voor de overige duur van het mandaat. De Regering kan evenwel een nieuw gewoon lid benoemen, die het lopende mandaat zal voleindigen.

Als het mandaat van een plaatsvervangend lid vroegtijdig eindigt, benoemt de Regering een ander plaatsvervangend lid.

Art. 4. Elke instelling of vereniging waarop de Minister een beroep heeft gedaan om de in artikel 2, tweede lid, 1° tot 18°, bedoelde sectoren of instellingen te vertegenwoordigen, bezorgt de Minister per opgedragen mandaat een dubbellijst van de gewone en plaatsvervangende leden.

Voor de vernieuwing van de mandaten worden de kandidaturen minstens drie maanden vóór het verstrijken van de in artikel 3 bedoelde termijn van vijf jaar ingediend.

Art. 5. De voorzitter en de ondervoorzitter van de commissie worden op de voordracht van de Minister door de Regering aangewezen. De ambten van voorzitter en ondervoorzitter worden toegewezen aan personen van wie de bevoegdheid inzake leefmilieu of afvalbeheer erkend is.

In geval van ontslag of overlijden van de voorzitter bekleedt de ondervoorzitter het voorzitterschap tot de aanwijzing van een nieuwe voorzitter.

Art. 6. Behoudens verlening van een ruimere termijn door de Minister brengt de commissie advies uit binnen dertig dagen na haar aanhangigmaking door de Minister.

Art. 7. De commissie vergadert slechts rechtsgeldig als ten minste de helft van haar leden aanwezig is.

Indien deze voorwaarde niet vervuld is, wordt de commissie opnieuw bijeengeroepen i.v.m. dezelfde agenda. Zij beslist dan rechtsgeldig, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de aanwezigen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Wanneer minstens één vierde van de aanwezige leden zich tegen het advies van de meerderheid verzet, kan hun standpunt bij het advies worden gevoegd.

Art. 8. De commissie wordt bijeengeroepen door de voorzitter of, bij diens afwezigheid, door de ondervoorzitter of de Minister.

Een vertegenwoordiger van de Minister kan deelnemen aan de werken van de commissie, zonder evenwel stemgerechtigd te zijn.

Art. 9. De Minister of de voorzitter kan personen met bijzondere bevoegdheden verzoeken aan de werken deel te nemen.

Deze personen zijn niet stemgerechtigd.

Art. 10. Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door het personeel van de "Conseil économique et social" (Sociaal-Economische Raad), overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en de economische decentralisatie en tot oprichting van een "Conseil économique et social de la Région wallonne".

Art. 11. De commissie stelt haar huishoudelijk reglement op alvorens het aan de goedkeuring van de Minister te onderwerpen.

Het reglement vermeldt met name :

1° de wijze waarop de leden worden opgeroepen, de agenda wordt bepaald, de notulen worden opgemaakt en goedgekeurd, alsmede adviezen en andere documenten die in naam van de commissie zijn opgesteld;

2° de regels voor deelneming aan de vergaderingen alsmede de regeling van belangenconflicten;

3° delegaties van ondertekening;

4° de werking van het secretariaat.

Art. 12. De mandaten worden gratis uitgeoefend.

De leden van de commissie hebben evenwel recht op de terugbetaling van hun verblijf- en reiskosten die berekend worden op dezelfde wijze als de vergoedingen van de ambtenaren.

Daartoe worden zij gelijkgesteld met ambtenaren van rang 15.

Art. 13. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 oktober 1985 betreffende de samenstelling en de werking van de Afvalstoffencommissie, gewijzigd bij de besluiten van 6 maart 1986, 17 juli 1986, 29 juni 1989 en 4 oktober 1990, wordt opgeheven de dag waarop de commissie overeenkomstig dit besluit samengesteld wordt.

Art. 14. Het onderzoek van de dossiers die vóór de inwerkingtreding van dit besluit bij de commissie worden ingediend, wordt voortgezet door de overeenkomstig dit besluit onlangs samengestelde commissie.

Art. 15. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 oktober 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

(C - 21288)

Kabinet van de Eerste Minister. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 3 oktober 1996, dat uitwerking heeft met ingang van 1 oktober 1996, wordt eervol ontslag uit zijn functie van adjunct-kabinetschef van de Eerste Minister verleend aan de heer Bertrand, Marc, adviseur bij de Diensten van de Eerste Minister.

Benoeming

Bij koninklijk besluit van 3 oktober 1996, dat uitwerking heeft met ingang van 1 oktober 1996, wordt de heer Glorie, Jérôme, adjunct-adviseur bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken benoemd tot adjunct-kabinetschef van de Eerste Minister.

[21277]

Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden

Koninklijke Academie voor Overzeese Wetenschappen Verkiezingen

Bij ministerieel besluit van 28 februari 1996 :

— wordt verkozen tot geassocieerd lid in de Klasse voor Morele en Politieke Wetenschappen :

Mevr. Elze Bruyninx, te Sint-Martens-Latem;

— wordt verkozen tot geassocieerd lid in de Klasse voor Technische Wetenschappen :

de heer Roger Hartman, te Mariakerke.

[21278]

Bij ministerieel besluit van 28 februari 1996 :

— wordt verkozen tot corresponderend lid in de Klasse voor Morele en Politieke Wetenschappen :

E.P. Honoré Vinck, te Mbandaka (Zaire);

— worden verkozen tot corresponderende leden in de Klasse voor Natuur- en Geneeskundige Wetenschappen :

de heren Avijit Gupta, te Singapore (India); Kasa Asila Pangu, te Ny (USA);

— wordt verkozen tot corresponderend lid in de Klasse voor Technische Wetenschappen :

de heer Brian Hoyle, te GB - Hampshire (UK).

[21279]

Bij ministerieel besluit van 6 september 1996 :

— worden verkozen tot geassocieerde leden in de Klasse voor Morele en Politieke Wetenschappen :

de heren De Boeck, Filip, te Meise; De Villers, Gauthier, te Brussel; Halen, Pierre, te Brussel;

— wordt verkozen tot geassocieerd lid in de Klasse voor Technische Wetenschappen :

de heer Dejonghe, Leon, te Brussel.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

(C - 21288)

Cabinet du Premier Ministre. — Démission

Par arrêté royal du 3 octobre 1996, qui produit ses effets le 1^{er} octobre 1996, démission honorable de ses fonctions de chef de cabinet adjoint du Premier Ministre est accordée à M. Bertrand, Marc, conseiller aux Services du Premier Ministre.

Nomination

Par arrêté royal du 3 octobre 1996, qui produit ses effets le 1^{er} octobre 1996, M. Glorie, Jérôme, conseiller adjoint au Ministère de l'Intérieur, est nommé chef de cabinet adjoint du Premier Ministre.

[21277]

Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles

Académie royale des Sciences d'Outre-Mer Elections

Par arrêté ministériel du 28 février 1996 :

— est élue membre associé dans la Classe des Sciences morales et politiques :

Mme Elze Bruyninx, de Sint-Martens-Latem;

— est élu membre associé dans la Classe des Sciences techniques :

M. Roger Hartman, de Mariakerke.

[21278]

Par arrêté ministériel du 28 février 1996 :

— est élu membre correspondant dans la Classe des Sciences morales et politiques :

le R.P. Honoré Vinck, de Mbandaka (Zaire);

— sont élus membres correspondants dans la Classe des Sciences naturelles et médicales :

MM. Avijit Gupta, de Singapore (India); Kasa Asila Pangu, de Ny (USA);

— est élu membre correspondant dans la Classe des Sciences techniques :

M. Brian Hoyle, de GB - Hampshire (UK).

[21279]

Par arrêté ministériel du 6 septembre 1996 :

— sont élus membres associés dans la Classe des Sciences morales et politiques :

MM. De Boeck, Filip, de Meise; De Villers, Gauthier, de Bruxelles; Halen, Pierre, de Bruxelles;

— est élu membre associé dans la Classe des Sciences techniques :

M. Dejonghe, Leon, de Bruxelles.